



## Texte politique adopté au Collectif National d'Ensemble! des 14 et 15 juin

### 1. Quelle analyse de la crise démocratique ?

L'ensemble des pays européens est touché par un rejet de l'Europe actuelle s'exprimant par une abstention massive et une percée des formations xénophobes et nationalistes. Mais, dans cette vague dominante, s'expriment aussi des scores importants pour la gauche radicale comme en Grèce avec la victoire de Syriza ainsi que dans d'autres pays en particulier dans l'Etat espagnol.

La singularité française réside en la victoire de l'extrême droite qui creuse un écart déterminant avec la gauche radicale. Même si cette victoire était parfaitement prévisible et annoncée par tous les sondages, il faut mesurer le malaise et le choc provoqués dans la société qui montre que le FN n'est pas perçu comme un parti comme les autres (et c'est positif). Cette victoire est d'abord le résultat de la politique menée par ce gouvernement venant de la gauche, (alors qu'en Europe on a une majorité de gouvernement de droite ou de coalitions gauche-droite) qui, porté au pouvoir pour résister à la finance, fait exactement l'inverse en bouchant l'horizon politique pour toutes les victimes de la crise. Le résultat en a été une abstention massive de l'électorat de gauche, qui n'a nullement basculé vers le FN, mais que le Front de gauche a été incapable d'attirer.

Le désarroi l'a emporté, y compris dans le mouvement social. Parallèlement à un retrait des urnes, on a aussi assisté à un retrait dans les mobilisations, qui sont restées localement importantes, mais d'un faible niveau quand il fallait mettre en cause les choix du gouvernement. La conscience antilibérale n'a pas su trouver une expression politique capable de prendre l'hégémonie à gauche, et a donc reculé, laissant la place aux valeurs de repli et d'exclusion que la droite et l'extrême-droite ont su porter de leur côté. D'abord frappé par l'abstention aux municipales, y répondant par l'aggravation de sa politique avec la nomination de Valls et l'annonce du pacte de responsabilité, il a alors achevé le découragement et augmenté le rejet, et ouvert ainsi la voie au renforcement d'un vote sanction de droite autour du FN. Le PS connaît une défaite historique, les écologistes régressent pour avoir accompagné cette politique gouvernementale, mais la gauche de gauche n'en profite pas, ainsi que le montrent les scores maintenus du Front de gauche et la disparition électorale de LO et du NPA. Seule « Nouvelle Donne » avec 3% s'invite dans le nouveau paysage politique.

Dans les années 90 et 2000, en France mais aussi en Europe (Italie, Allemagne, Portugal, puis Grèce), la combinaison d'un haut niveau de

combativité, l'apparition de nouveaux mouvements sociaux, et le développement de gauches radicales, avait commencé à modifier la donne et fait mûrir bien des espoirs. Aujourd'hui sur ces trois terrains la situation n'a pas été suivie de progrès linéaires (surtout en France), elle s'est parfois inversée, des reculs se sont produits, comme si des ressorts de combativité sociale et de nouvelles alternatives politiques s'étaient affaiblis. De nouveaux ressorts de radicalité apparaissent dans le domaine de la production ou de la consommation mais sans être à la hauteur nécessaire et sans expression politique ou électorale.

Il semble bien qu'en France, mais sans doute dans d'autres pays européens, se nouent différents niveaux de crise qui constitue une crise globale, à laquelle s'ajoute un moment de crise politique / crise de régime au sens plein du terme :

- Les différentes crises économique, sociale qui déstructurent depuis des décennies le monde du travail et la société dans son ensemble avec un processus de paupérisation, le recul de l'autonomie réelle, de perspectives frappant les jeunes et les femmes avec la montée du chômage et de la précarité.

1. Une crise d'épuisement des modes de production et de consommation nourrissant une prise de conscience grandissante des besoins et des urgences écologiques qui contraste avec l'inertie gouvernementale en la matière ou la poursuite de projets inutiles et dangereux
2. L'existence d'un racisme important qui cohabite conflictuellement tandis que le métissage continu de la population se poursuit
3. Un sentiment de déclassement, de pertes de repères, dans un monde où le centre de gravité se déplace au Sud et en Orient ; une inquiétude générale face à la mondialisation dont les effets de concurrence et de compétition n'épargne presque plus aucune catégorie de la population
4. L'Europe telle qu'elle est apparaît davantage comme une menace de plus que comme une protection : sa construction n'étant ni solidaire, ni sociale, ni démocratique, le rejet est général
5. Le maintien quels que soient les changements de gouvernement, les résultats de référendum, les crises et des effondrements financiers bancaires, des mêmes politiques libérales

6. La mise en cause du clivage gauche/droite. Sous une double pression : celle du constat que le parti qui est perçu comme étant la gauche mène au gouvernement une politique de droite ; ce qui se traduit par une perte de fonctionnalité de la bipolarisation politique PS/UMP ; celle du FN qui travaille à substituer aux oppositions de classe une opposition sur critère « national-ethnique »...
7. Une crise de légitimité politique, quand la politique menée par le gouvernement est à ce point contradictoire avec les aspirations de celles et ceux qui l'ont porté au pouvoir qu'elle entraîne abstention massive ,et provoque un vaste mouvement de rejet de la politique, dans l'électorat de gauche, puisqu'une nouvelle fois est démontrée, et avec violence, l'abdication devant le libéralisme sans aucune volonté de changement.
8. La crise de l'alternative et du projet d'émancipation : nous ne sommes ainsi pas sortis de la crise du projet de transformation sociale issu de l'effondrement du « socialisme réellement existant » et nous ne pouvons aujourd'hui nous adosser à rien de comparable à ce qui a été l'espérance communiste il y a quelques décennies ; cela rend plus difficile de porter un projet d'émancipation critique du capitalisme, ce d'autant plus que le PS, ce réclamant de la gauche n'a de cesse de clamer qu'il n'y pas d'autre politique possible.

À ce stade, cette crise globale s'exprime par un rejet du système de représentation politique, une crise démocratique au sens large du terme : que reste-t-il du pouvoir du peuple à l'âge de la domination de l'oligarchie capitaliste mondiale ?

Dans cette situation le FN dispose d'une avance inquiétante.

En revanche, Le rejet des politiques menées n'a pas profité à la gauche de la gauche, les résultats des listes FDG même s'ils se maintiennent représentent un échec dont il faut analyser les causes :

- malgré un programme clair et l'avancée stratégique de l'articulation "rompre, désobéir, refonder" nous n'avons pas su être suffisamment concrets ;
- dans le meilleur des cas, nos propositions ne sont pas ressorties clairement, dans le pire, c'est un discours cacophonique qui s'est fait entendre
- la composition de nos listes laissait peu de place à la diversité ;
- La tonalité de la campagne n'était pas celle d'une gauche radicale et alternative porteuse d'espoir et de rêve.

Au-delà, il faut s'interroger sur le fait de savoir pourquoi les électeurs de gauche qui se sont abstenus pour manifester le rejet de la politique du gouvernement n'ont pas voté pour le FDG ;

## 2. La compréhension de ce qu'est le FN

Beaucoup a été écrit : première force nationale, première chez les jeunes et chez les ouvriers, extension géographique aux régions jusqu'ici peu touchées. Capacité à partir d'un noyau initial de conviction (le rejet de l'immigration) à récupérer un discours anti austérité, social cherchant à imposer la question identitaire et sécuritaire.

On oscille alors dans les commentaires entre :

- une vision catastrophiste (le FN serait aux portes du pouvoir, parce qu'il fédérerait toutes les composantes du camp réactionnaire mobilisé sur de multiples thèmes...), à quoi s'ajoute une hésitation sur la caractérisation : extrême-droite, droite extrême, fasciste ?
- et une relativisation pouvant aller jusqu'au déni : ce serait une réalité seulement électorale (qu'il ne faut pas grossir), voire un simple artefact organisé par les médias au service d'intérêts politiques (ceux du PS). Ou bien alors une réaction, une poussée de fièvre chronique, face à des tendances de fond : mondialisation, métissage, européanisation, modification des structures familiales, qui finalement s'imposeraient. Mais quelque fois la fièvre peut porter le malade . . .

La direction du FN se pose maintenant la question de l'accès au pouvoir. D'autant que le FN dispose de réserves électorales au sein des abstentionnistes en particulier au sein des secteurs profondément désocialisés et marginalisés (non inscrits aujourd'hui sur les listes). Dans cette hypothèse dramatique, l'utilisation de tous les aspects négatifs de la constitution de la Vème République pourrait entraîner des effets considérables.

Or, il y a une montée en puissance du FN, et de sa crédibilité, qui agit sur toutes les forces politiques et tire à droite l'ensemble du champ politique, ce qui constitue l'élément le plus grave de la conjoncture : légitimation du racisme et des discriminations, droitisation supplémentaire de l'UMP et justification d'un cours gouvernemental encore plus droitier. Le FN y répond à sa manière ; raciste, xénophobe, sexiste, homophobe, antisémite, islamophobe... Il développe une réponse simpliste aux inquiétudes et aux différentes facettes de la crise actuelle. En particulier, il exprime le rejet de la classe politique, de la politique traditionnelle, des affaires, la volonté de renouvellement (beaucoup de candidats jeunes). De plus, le FN continue à piller les thèmes sociaux, écologiques, altermondialistes, anti-austérité, entretenant la confusion et renouant ainsi avec une tradition qui était celle du fascisme originel.

## 3. Quels changements politiques dans la nouvelle phase politique ?

### *Les contradictions du PS*

La politique de François Hollande a conduit le PS à subir une défaite électorale majeure, qui compromet durablement son assise territoriale. La deuxième phase du quinquennat avec la nomination de Valls va être dominée par une politique d'austérité beaucoup plus sévère et systématisée. Il est inévitable que cette situation conduise à des contradictions de plus en plus fortes au sein du PS et dans la majorité gouvernementale, et à des reclassements politiques importants. Le gouvernement Valls se présente en effet comme disposé à mettre sa propre majorité au pied du mur, voire à l'affronter, sur le thème : « c'est l'acceptation de ma politique ou le chaos de la crise gouvernementale, à vous de choisir ». Il semble bien que le projet de Hollande et de Valls vise à pousser plus loin le processus de transformation du PS en parti démocrate, processus

déjà en cours mais forcément facteur de crise et de résistance par son coût social (et électoral !).

Les premières modifications sont apparues à l'initiative du Président.

Le gouvernement Valls, c'est une meilleure communication et davantage d'autorité, avec l'exigence d'une discipline accrue demandée à la majorité. C'est aussi paradoxalement, du fait de la sortie d'EELV du gouvernement et de la contestation au sein du PS, davantage de jeu dans la vie parlementaire, en fonction de la nécessité de répondre à cette contestation, de contenir la crise de légitimité de Hollande (d'où l'épineuse hypothèse de la dissolution), et de favoriser l'expression de soutiens venant de la droite à la politique menée.

Même si, à l'exception du FN, l'exigence de la dissolution n'est pas actuellement avancée, la question d'une autre majorité est posée, à partir des deux bords de l'échiquier parlementaire. Continuons à y réfléchir mais en l'assortissant de la double exigence de la 6ème république et du processus constituant comme réponse à la crise de la politique et au moment de crise de régime.

À gauche du PS, avec la contestation de la nomination de Valls et le refus d'approuver sa feuille de route, à quoi s'ajoute le refus d'EELV de participer au gouvernement, se dessinent les contours potentiels d'un rassemblement de forces prônant une rupture avec la politique d'austérité.

La droite est elle-même en crise : une crise profonde qui est en fait l'addition du Sarkozysme. Celui-ci en se faisant élire en 2007 en vampirisant les voix du FN et en cherchant à se faire réélire en rompant les digues construites en 1945 entre la droite et l'extrême droite, a laissé un héritage explosif. Dans un contexte où s'additionnent affaires et règlements de comptes, c'est bien la ligne politique qui est en question. La réponse du triumvirat qui a déposé Copé, à défaut de pouvoir toucher pour l'heure Sarkozy, vise à reconstruire une droite libérale alliée avec le centre droit.

Du côté des centristes, voire de certains UMP, l'abstention et quelques votes positifs par rapport à la politique portée par Valls, en cohérence avec le soutien au Pacte de responsabilité, indique une possible majorité avec un centre de gravité centriste. Si celle-ci se concrétisait, elle libérerait des espaces de recompositions, d'un côté entre droite néoconservatrice et extrême-droite, de l'autre, entre gauche non gouvernementale et des secteurs du PS voulant maintenir l'ancrage « socialiste » du PS.

Ces dynamiques sont entravées par le carcan de la V<sup>e</sup> République, mais elles indiquent des évolutions qui peuvent s'accélérer en cas d'aggravation de la crise économique et politique. Inversement elles se verront d'autant plus bloquées que deviendra progressivement prégnante l'échéance de 2017. Ce à quoi s'est immédiatement attelé le nouveau Secrétaire national du PS.

La nomination à la tête du PS de Cambadélis ce n'est pas seulement la reprise en main de la direction du parti, c'est un ordre de mission : sauver le soldat PS en 2017. D'où la valorisation de la thèse du « tripartisme » : sous menace d'une catastrophe, il faut assurer la présence du PS au 2<sup>e</sup> tour, ce qui implique de rassembler le PS, et la/les gauche(s)... Du coup on escamote la politique d'austérité, dont Bruxelles serait davantage

responsable que l'Élysée. Ce qui tend à considérer que ceux qui à gauche font de leur priorité de la dénonciation du Pacte de responsabilité cèdent à un gauchisme irresponsable.

### **Difficultés et perspectives du Front de Gauche**

Le débat ouvert au sein du PC mobilise au-delà des habituels cadres opposés au Front de gauche, les pertes subies lors des municipales et les tensions avec J-L Mélenchon relancent la critique d'un FdG qui ne permet pas, contrairement aux promesses de la direction, de renforcer les positions du Parti. Le rapport au PS n'est donc pas encore clarifié malgré une condamnation sans équivoque de la politique gouvernementale.

Du côté du PG, un débat va-t-il s'ouvrir sur la surestimation d'un rapport de force censé bousculer toute la gauche et le Front de gauche lui-même, et qui justifiait une posture de conflit et de rapport de forces au sein du FDG, sur le profil public que cela entraînait et sur le fait de privilégier une autoconstruction de ce parti autour de son leader ? Si le PG maintient l'optique du rassemblement dans le FDG, ces questions ne sont pas résolues.

La contestation au sein du PS et d'EELV va continuer à se développer alimentée par le cours de plus en plus droitier de Hollande/Valls Elle peut permettre des convergences entre ce que défend l'ensemble du FDG en termes de nouvelle majorité à gauche, mais celles-ci sont également susceptibles d'être percutées par la politique que va engager Cambadélis en terme de rassemblement de toute la gauche face au danger FN en 2017.

Cela dit, le type de politique suivi par Hollande, les difficultés rencontrées dans le Front de gauche, peuvent laisser place à un sursaut collectif.

La division du NPA ne doit pas être lue comme superficielle et ne donnant lieu qu'à quelques manœuvres pseudo unitaires. A présent deux sensibilités se jugent réciproquement comme antagoniques. Ce qui signifie des évolutions qu'il faudra prendre au sérieux et qui appelleront des propositions (comme Ensemble l'a préconisé à propos des européennes). Sans ultimatum c'est un rapprochement avec le FDG que nous devons proposer au NPA. De même l'existence de Nouvelle Donne risque d'être pérenne. Il faut donc là aussi être force de propositions par rapport à eux.

Il semble qu'il faille clarifier en quoi l'affirmation d'un « pôle » rassemblant forces politiques, syndicalistes, associatives, pour porter une politique alternative au néolibéralisme, n'interfère pas (ou interfère de manière positive) avec la nécessaire unité syndicale et salariale porteuse de mobilisations sociales. Face à la montée du FN, l'unité des forces revient comme une nécessité première pour le contre, cela concerne le mouvement syndical et social, mais aussi la recherche du rassemblement à gauche, non pas autour de la politique du PS au gouvernement, mais autour d'une politique s'opposant à la politique du gouvernement et l'austérité et offrant une alternative de pouvoir, qui ne peut se résumer au Front de gauche seul.

Il y aura dans les mois qui viennent, dans la phase d'application du pacte de responsabilité, une série de décisions concernant des réductions massives de crédits : services public, hôpitaux, collectivités territoriales, transformation écologique... A chaque fois ce sera une

occasion pour le mouvement social de se manifester en opposition, et à chaque fois ce doit être aussi l'occasion de tester et conforter la convergence d'une opposition commune FdG/EELV/PS dissident-e-s/NPA/ND, et avec la nécessité de mettre en avant des solutions alternatives. A chaque fois, il reviendra au Front de gauche d'être actif, offensif, unitaire, pour rassembler une opposition politique de gauche, en lien avec le mouvement social, tout en faisant avancer un travail commun avec écologistes et socialistes dissidents sur les contenus autour desquels pourrait se dessiner une majorité alternative. On va donc avoir une période, plus ou moins longue, où il est possible et souhaitable, qu'un rassemblement se forge dans l'expérience des débats parlementaires et des réactions du mouvement social.

Dans la construction du rassemblement large, allant du NPA à la gauche du PS, il peut y avoir une tentation ou une volonté (venant de divers côtés) de s'en tenir à des échanges, des débats, par ailleurs absolument indispensables comme première étape. Ces débats publics incluant le Front de gauche peuvent dessiner l'hypothèse d'une autre politique et d'une autre alliance pour les années à venir, dont le centre de gravité serait évidemment différent de celui de Hollande en 2012. Mais la crise actuelle de la confiance et de la représentation politique est telle que cela ne saurait suffire. Il est nécessaire de tenter par des actes, dans les mobilisations et sur le plan parlementaire, de faire émerger l'espoir qu'une autre politique est possible maintenant et pas en 2017, même si cela doit passer par une mise en minorité parlementaire et une crise du gouvernement. Si cela n'est pas tenté à gauche, le risque existe que cela soit tenté à droite, aggravant encore plus la situation.

Dans ce cadre, le Front de gauche devrait préparer soigneusement des propositions autour des axes d'une autre politique, afin de nouer éventuellement des alliances le moment venu :

- une grande réforme fiscale
- des mesures pour désobéir à l'Europe libérale et refonder l'Europe
- des mesures d'urgence pour de nouvelles institutions plus démocratiques (vers une 6<sup>ème</sup> République)
- des mesures pour une transition énergétique en rupture avec le productivisme
- des mesures d'urgence pour les droits sociaux (protection sociale, droit du travail, réduction du temps de travail...) et humains fondamentaux.

Tout ceci est lié aux questions décisives pour le FdG : quelle autre politique opposer à celle du pouvoir socialiste telle que concentrée dans le Pacte de responsabilité ? Quelles articulations entre mesures pouvant peser sur des points de rupture de cette politique ? Quelle cohérence économique opposer à celle du néolibéralisme ? Quelle perspective de société ?

Il y a nécessité pour Ensemble et pour le Front de gauche d'affirmer une disponibilité à travailler à une nouvelle majorité antilibérale et anti-austéritaire, impliquant un rassemblement avec des secteurs du PS et de EELV s'opposant au couple Hollande/Valls et aux dogmes du Pacte de stabilité, et dessinant la possibilité d'une autre majorité, incluant aussi Nouvelle Donne, le NPA, les courants écologistes critiques et les libertaires qui le souhaiteraient. Le pôle de résistance sociale et politique apparue le 12 avril peut être un point d'appui pour

cette perspective ; et inversement, tout pas en avant dans cette voie politique nouvelle et alternative serait un encouragement pour les mobilisations.

## 4. Les résistances et les points d'appui pour une alternative

Une des difficultés de la situation réside dans l'absence de conflits sociaux majeurs s'opposant à la politique du gouvernement et aux diktats du MEDEF. La mobilisation concernant les retraites en 2010 s'est soldée par une défaite. Sarkozy durant son quinquennat a méthodiquement divisé et affaibli les secteurs de mobilisation forte. L'adoption du traité de Lisbonne foulant aux pieds les résultats de la mobilisation citoyenne qui avait accompagné le non au TCE en 2005 a également provoqué un désarroi d'autant que cette ratification parlementaire avait été facilitée par l'accord avec le PS.

Un changement d'état d'esprit est possible parmi les salarié.es comme le montre la mobilisation des cheminots et des intermittents du spectacle. Il peut y avoir une prise de conscience qu'il faut revenir à la mobilisation collective décomplexée face à un gouvernement de gauche qui fait une politique de droite. Des mobilisations et des résistances s'expriment et qui sont d'autant plus importantes qu'elles annoncent sans doute les caractéristiques des luttes de demain. D'autant plus que s'y ajoutent des aspirations dans la société à produire, à consommer et à vivre autrement.

Ainsi la victoire de Fralib est à noter non seulement sur les capacités de résistance des travailleurs/travailleuses de cette entreprise, parce beaucoup de luttes de ce type se sont soldées par des défaites et des fermetures de sites, mais parce qu'elle implique une capacité à reprendre en charge la production, à défendre une économie solidaire et à ouvrir un autre horizon celui de la coopération, de l'écologie et de l'autogestion.

Les mobilisations contre l'aéroport de NDDL et contre la ferme des Milles Vaches sont porteuses d'avenir. Parce qu'elles croisent les combats écologiques, démocratiques, contestant aux grandes firmes le contrôle des choix d'avenir. Elles montrent toute l'importance des mobilisations contre les équipements inutiles et dangereux, le productivisme et l'importance de mener ces luttes à l'échelle internationale. Les campagnes STOP TAFTA contre le grand marché transatlantique et l'initiative internationale COP 21 pour le climat sont des enjeux majeurs pour cela.

Les mobilisations de jeunes contre le FN qui viennent de débiter sont également un terrain de politisation des nouvelles générations à suivre attentivement. Faire barrage, contrer le racisme, s'affronter à ceux qui du même âge votent et adhèrent aux idées du FN, ce sont sans doute des éléments d'entrée en politique au même titre que se battre contre le chômage, le précaire ou la cherté du logement. Toutes luttes dont nous ne connaissons sans doute pas les formes actuellement.

La fonction publique va subir de plein fouet les 50 milliards d'économie. La possibilité de résistances, de mobilisations pour défendre pouvoir d'achat et services publics au vu de la brutalité des politiques qui vont être menées doit également retenir toute notre attention.